

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 7 octobre 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, août 2014

2

La valeur totale des permis de bâtir délivrés par les municipalités canadiennes a diminué de 27,3 % pour se fixer à 6,7 milliards de dollars en août, à la suite de trois mois d'augmentations de 10 % et plus. Le recul affiché en août est principalement le résultat d'une baisse des intentions de construction d'immeubles non résidentiels au Québec et d'immeubles résidentiels en Ontario.

Indice des prix des entrées dans l'agriculture, deuxième trimestre de 2014

10

Nouveaux produits et études

12



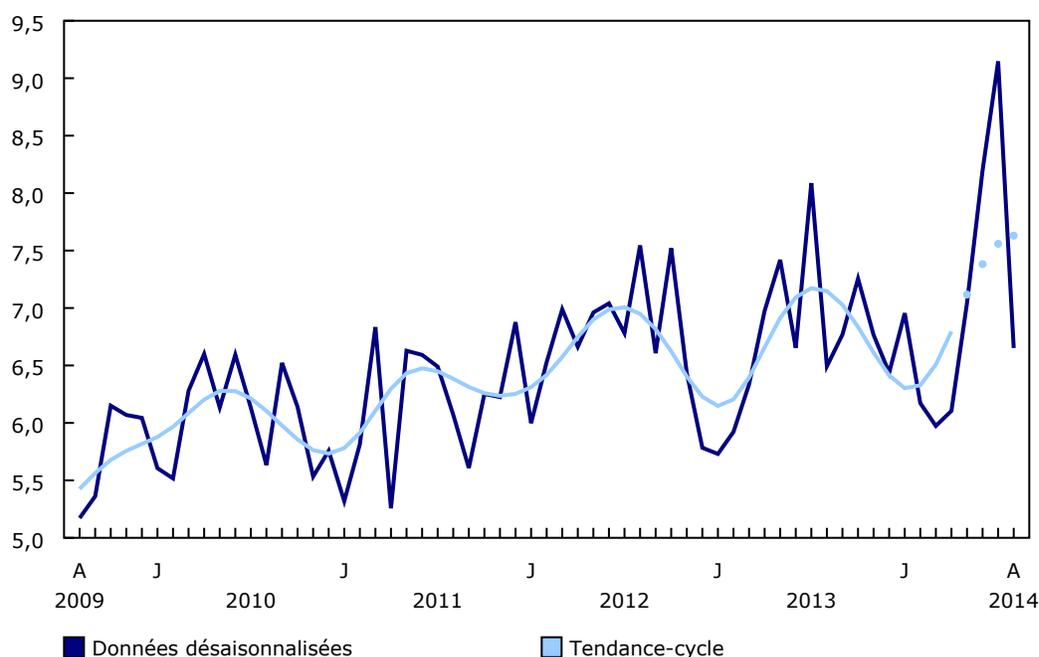
Communiqués

Permis de bâtir, août 2014

La valeur totale des permis de bâtir délivrés par les municipalités canadiennes a diminué de 27,3 % pour se fixer à 6,7 milliards de dollars en août, à la suite de trois mois d'augmentations de 10 % et plus. Le recul affiché en août est principalement le résultat d'une baisse des intentions de construction d'immeubles non résidentiels au Québec et d'immeubles résidentiels en Ontario.

Graphique 1 Valeur totale des permis

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur totale des permis de bâtir a diminué de 40,6 % pour s'établir à 2,5 milliards de dollars en août, après quatre hausses mensuelles consécutives. Un recul des intentions de construction a été observé dans sept provinces, le Québec ayant contribué le plus à la baisse nationale.

Après cinq augmentations mensuelles consécutives, la valeur totale des permis dans le secteur résidentiel a diminué de 15,9 % en août pour s'établir à 4,2 milliards de dollars. L'Ontario a connu les baisses les plus marquées, suivi de la Colombie-Britannique et des provinces de l'Atlantique. Des hausses ont été enregistrées dans quatre provinces, l'Alberta venant en tête.

Secteur non résidentiel : diminutions des intentions de construction dans chacune des trois composantes

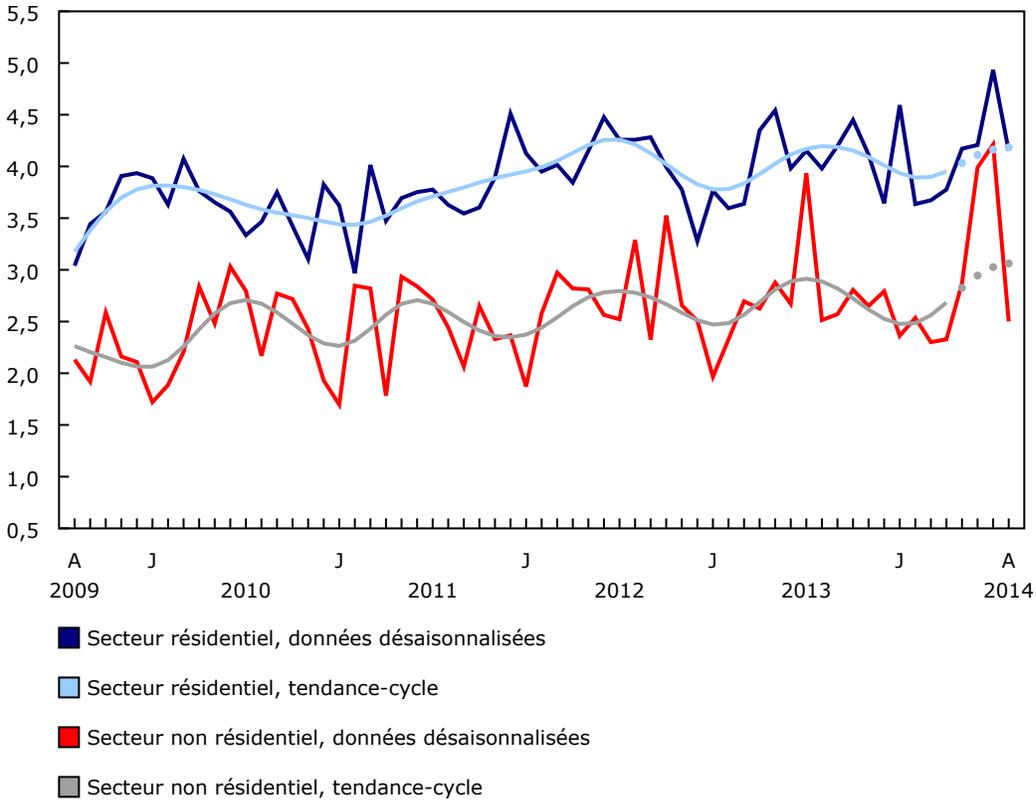
Les intentions de construction d'immeubles institutionnels ont baissé de 76,0 % pour s'établir à 446 millions de dollars en août, après avoir progressé de 29,6 % en juillet et de 149,3 % en juin. La valeur des permis de construction institutionnelle a reculé dans toutes les provinces, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard. Le Québec a été à l'origine de la majeure partie de la baisse notée à l'échelle nationale, en raison de l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale. La diminution observée au Manitoba s'explique également par la baisse des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale. En Ontario, le recul est surtout attribuable à une baisse des intentions de construction d'établissements d'enseignement.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a diminué de 12,1 % pour se fixer à 1,6 milliard de dollars en août, après une augmentation de 1,2 % le mois précédent. La baisse est attribuable à la diminution des intentions de construction d'entrepôts et d'immeubles à bureaux à l'échelle nationale. Des baisses ont été observées dans cinq provinces, l'Ontario et la Colombie-Britannique ayant enregistré les baisses les plus marquées. La plus forte hausse a été enregistrée à Terre-Neuve-et-Labrador.

Dans la composante industrielle, la valeur des permis a diminué de 15,2 % pour s'établir à 454 millions de dollars en août, ce qui représente la deuxième baisse mensuelle consécutive. Des baisses ont été observées dans cinq provinces, le Québec et l'Alberta ayant connu les reculs les plus marqués. Au Québec, le recul est principalement attribuable à une baisse des intentions de construction d'usines de fabrication et de bâtiments rattachés aux services publics, tandis qu'en Alberta, la diminution est essentiellement attribuable aux bâtiments rattachés aux services publics.

Graphique 2
Secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Secteur résidentiel : forte diminution des intentions de construction de logements multifamiliaux

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a diminué de 28,6 % en août pour s'établir à 1,8 milliard de dollars, après avoir crû de 42,8 % en juillet. Des diminutions ont été observées dans six provinces, l'Ontario venant en tête, suivi de la Colombie-Britannique, loin au deuxième rang. L'Alberta et la Saskatchewan ont enregistré les augmentations les plus marquées.

Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont enregistré une baisse de 2,4 % pour s'établir à 2,3 milliards de dollars en août, ce qui représente une deuxième baisse mensuelle consécutive. Un recul des intentions de construction a été observé dans sept provinces, l'Ontario et l'Alberta ayant été à l'origine d'une grande partie de la baisse. En revanche, les hausses les plus marquées ont été observées au Québec, suivi de la Colombie-Britannique.

À l'échelle nationale, les municipalités ont approuvé la construction de 16 520 nouveaux logements en août, en baisse de 18,9 % par rapport à juillet. La diminution est surtout attribuable à un recul des intentions de construction de logements multifamiliaux, dont le nombre a diminué de 26,3 % pour s'établir à 10 320 unités. Le nombre de logements unifamiliaux a également diminué, reculant de 2,7 % pour se fixer à 6 200 unités.

Provinces : l'Ontario et le Québec enregistrent les plus fortes diminutions

La valeur totale des permis a diminué dans six provinces en août, les baisses les plus marquées ayant été observées en Ontario et au Québec et, dans une moindre mesure, en Colombie-Britannique.

La baisse notée en Ontario est principalement le résultat d'un affaiblissement des intentions de construction de logements multifamiliaux ainsi que d'immeubles institutionnels. Au Québec, le recul est attribuable aux immeubles institutionnels, alors qu'en Colombie-Britannique, il provient principalement des logements multifamiliaux ainsi que des immeubles à vocation commerciale et institutionnelle.

L'augmentation la plus marquée s'est produite en Alberta, où une hausse de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a plus qu'effacé les baisses observées dans les logements unifamiliaux et les immeubles non résidentiels. À Terre-Neuve-et-Labrador, la hausse des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale est à l'origine de la progression.

Baisse des intentions de construction dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

En août, la valeur totale des permis a reculé dans 22 des 34 régions métropolitaines de recensement.

Les reculs les plus marqués ont été enregistrés à Montréal et à Toronto, suivies de Vancouver. À Montréal, la diminution est attribuable aux immeubles institutionnels, tandis qu'à Toronto, le recul est principalement lié à l'affaiblissement des intentions de construction de logements multifamiliaux. La diminution observée à Vancouver s'explique par une baisse des intentions de construction de logements multifamiliaux et de bâtiments non résidentiels.

Les augmentations les plus marquées en août ont été observées à Calgary, suivie d'Oshawa et de St. John's. À Calgary, les logements multifamiliaux ont été le principal facteur à l'origine de la hausse. Une augmentation des intentions de construction de logements résidentiels et d'immeubles à vocation commerciale a été à l'origine de la progression à Oshawa, tandis que les immeubles à vocation commerciale expliquent la hausse notée à St. John's.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées – Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada – Données désaisonnalisées

	Août 2013	Juin 2014	Juillet 2014 ^r	Août 2014 ^P	Juillet à août 2014	Août 2013 à août 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total	6 493,2	8 197,3	9 146,1	6 652,2	-27,3	2,4
Résidentiel	3 979,7	4 207,4	4 933,6	4 150,9	-15,9	4,3
Unifamilial ¹	2 216,0	2 434,5	2 402,1	2 343,6	-2,4	5,8
Multifamilial	1 763,7	1 772,9	2 531,5	1 807,3	-28,6	2,5
Non résidentiel	2 513,6	3 989,8	4 212,5	2 501,3	-40,6	-0,5
Industriel	546,3	758,3	535,7	454,4	-15,2	-16,8
Commercial	1 426,5	1 799,6	1 821,3	1 601,4	-12,1	12,3
Institutionnel	540,8	1 431,8	1 855,4	445,5	-76,0	-17,6
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	17 841	16 896	20 377	16 520	-18,9	-7,4
Unifamilial ¹	6 171	6 502	6 375	6 200	-2,7	0,5
Multifamilial	11 670	10 394	14 002	10 320	-26,3	-11,6

^r révisé

^P provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire – Données désaisonnalisées

	Août 2013	Juin 2014	Juillet 2014 ^r	Août 2014 ^P	Juillet à août 2014	Août 2013 à août 2014
	millions de dollars				variation en %	
Canada	6 493,2	8 197,3	9 146,1	6 652,2	-27,3	2,4
Résidentiel	3 979,7	4 207,4	4 933,6	4 150,9	-15,9	4,3
Non résidentiel	2 513,6	3 989,8	4 212,5	2 501,3	-40,6	-0,5
Terre-Neuve-et-Labrador	81,7	99,4	80,7	119,4	48,0	46,1
Résidentiel	54,0	48,8	57,4	46,3	-19,4	-14,3
Non résidentiel	27,7	50,6	23,3	73,2	213,8	163,8
Île-du-Prince-Édouard	14,3	16,9	11,6	16,1	39,1	12,6
Résidentiel	11,5	9,0	8,9	8,2	-7,6	-28,7
Non résidentiel	2,8	7,9	2,7	7,9	193,3	183,4
Nouvelle-Écosse	93,6	119,6	102,0	91,8	-10,0	-1,9
Résidentiel	63,5	95,5	69,7	47,5	-31,9	-25,2
Non résidentiel	30,2	24,2	32,3	44,4	37,3	47,1
Nouveau-Brunswick	80,9	64,7	94,2	69,8	-25,9	-13,7
Résidentiel	43,7	38,0	45,5	33,8	-25,8	-22,7
Non résidentiel	37,2	26,7	48,6	36,1	-25,9	-3,2
Québec	1 105,6	2 133,6	2 065,8	1 079,1	-47,8	-2,4
Résidentiel	667,3	709,1	683,7	706,3	3,3	5,8
Non résidentiel	438,2	1 424,6	1 382,1	372,8	-73,0	-14,9
Ontario	2 279,5	2 762,4	3 256,2	2 194,2	-32,6	-3,7
Résidentiel	1 445,5	1 677,1	2 126,6	1 336,1	-37,2	-7,6
Non résidentiel	834,1	1 085,3	1 129,6	858,2	-24,0	2,9
Manitoba	302,7	210,1	417,4	221,9	-46,8	-26,7
Résidentiel	140,6	119,0	118,6	130,2	9,8	-7,4
Non résidentiel	162,1	91,2	298,8	91,7	-69,3	-43,4
Saskatchewan	276,5	218,8	262,9	275,3	4,7	-0,4
Résidentiel	165,6	125,6	136,2	192,5	41,4	16,3
Non résidentiel	110,9	93,2	126,8	82,8	-34,7	-25,3
Alberta	1 347,6	1 716,3	1 724,0	1 770,6	2,7	31,4
Résidentiel	776,3	855,1	917,3	1 043,6	13,8	34,4
Non résidentiel	571,3	861,2	806,7	727,0	-9,9	27,3
Colombie-Britannique	899,4	840,3	1 109,8	799,8	-27,9	-11,1
Résidentiel	604,1	519,6	755,3	598,9	-20,7	-0,9
Non résidentiel	295,2	320,7	354,5	200,9	-43,3	-32,0
Yukon	6,6	5,3	7,6	9,5	24,6	43,4
Résidentiel	4,0	2,0	3,7	4,3	18,4	9,7
Non résidentiel	2,6	3,3	3,9	5,1	30,3	93,9
Territoires du Nord-Ouest	4,8	5,5	3,9	4,6	18,5	-5,4
Résidentiel	3,7	4,8	2,6	3,2	23,0	-13,3
Non résidentiel	1,2	0,7	1,3	1,4	9,6	18,8
Nunavut	0,0	4,3	10,0	0,0	-99,7	...
Résidentiel	0,0	4,0	8,2	0,0	-99,6	...
Non résidentiel	0,0	0,4	1,8	0,0	-100,0	...

... n'ayant pas lieu de figurer

^r révisé^P provisoire**Note(s)** : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement – Données
désaisonnalisées¹

	Août 2013	Juin 2014	Juillet 2014 ^r	Août 2014 ^p	Juillet à août 2014	Août 2013 à août 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	4 996,9	6 472,0	7 235,6	5 040,8	-30,3	0,9
St. John's	49,7	70,4	54,5	90,5	65,9	82,3
Halifax	47,2	80,3	46,8	44,9	-4,0	-4,9
Moncton	16,8	25,4	29,8	14,0	-53,1	-16,8
Saint John	10,2	10,2	10,6	8,8	-17,2	-13,8
Saguenay	22,0	38,1	15,5	21,7	40,7	-1,2
Québec	149,0	123,1	153,2	119,4	-22,0	-19,8
Sherbrooke	24,0	38,3	35,3	23,3	-34,0	-2,8
Trois-Rivières	22,3	28,8	26,6	35,9	35,1	61,0
Montréal	531,9	1 449,8	1 407,7	540,1	-61,6	1,5
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	178,0	284,4	325,1	281,6	-13,4	58,2
Partie Gatineau	47,4	40,1	62,2	46,9	-24,5	-1,1
Partie Ottawa	130,6	244,2	262,9	234,7	-10,7	79,8
Kingston	41,5	19,0	20,2	12,4	-38,7	-70,2
Peterborough	13,7	14,4	41,2	22,4	-45,7	63,4
Oshawa	57,3	75,5	80,9	117,9	45,7	105,7
Toronto	1 276,1	1 273,9	1 645,3	929,2	-43,5	-27,2
Hamilton	94,2	99,6	205,6	104,2	-49,3	10,7
St. Catharines–Niagara	59,4	59,4	68,4	41,7	-39,0	-29,7
Kitchener–Cambridge–Waterloo	62,1	297,0	222,7	85,6	-61,6	37,9
Brantford	9,8	7,8	10,7	12,7	18,4	30,2
Guelph	34,4	50,6	33,7	46,7	38,7	35,6
London	70,3	98,0	85,2	93,4	9,6	32,9
Windsor	40,4	39,0	37,6	37,5	-0,3	-7,2
Barrie	49,6	41,4	56,2	57,6	2,4	16,3
Grand Sudbury	21,1	34,7	32,7	23,3	-28,7	10,9
Thunder Bay	12,5	12,4	12,8	10,6	-17,0	-14,9
Winnipeg	239,6	122,8	214,6	155,2	-27,7	-35,2
Regina	86,3	47,3	79,2	84,5	6,7	-2,1
Saskatoon	141,3	88,7	106,3	88,9	-16,4	-37,1
Calgary	556,6	811,1	732,4	803,3	9,7	44,3
Edmonton	365,1	540,9	616,1	535,4	-13,1	46,6
Kelowna	69,6	35,4	31,7	43,7	38,0	-37,2
Abbotsford–Mission	12,2	20,5	23,5	16,4	-30,3	33,8
Vancouver	581,5	491,3	720,5	483,5	-32,9	-16,9
Victoria	51,4	42,5	52,9	54,6	3,1	6,2

r révisé

p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des [régions métropolitaines de recensement](#).**Note(s)** : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [026-0001](#) à [026-0008](#) et [026-0010](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2802](#).

Le numéro d'août 2014 de la publication *Permis de bâtir* ([64-001-X](#)) paraîtra bientôt.

Les données des permis de bâtir de septembre seront diffusées le 6 novembre.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jérémie Bennett au 613-951-0793, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Indice des prix des entrées dans l'agriculture, deuxième trimestre de 2014

Au deuxième trimestre, l'Indice des prix des entrées dans l'agriculture a augmenté de 2,8 % par rapport au trimestre précédent.

La production animale (+7,8 %) a contribué le plus à la progression de l'indice.

L'indice a augmenté dans huit provinces au deuxième trimestre, et l'Alberta (+4,4 %) a contribué le plus à la hausse nationale.

À l'échelle nationale, les prix des entrées dans l'agriculture se sont accrus de 6,7 % entre le deuxième trimestre de 2013 et le deuxième trimestre de 2014.

La production animale (+12,5 %) a contribué le plus au mouvement des prix d'une année à l'autre.

Par rapport au deuxième trimestre de 2013, l'indice a progressé dans toutes les provinces. L'Alberta (+10,8 %) a contribué le plus à la hausse.

Note aux lecteurs

Pour en savoir plus sur la méthodologie, consultez la section « Définitions, source de données et méthodes » en cliquant sur le numéro d'enquête 2305 figurant ci-dessous.

Tableau 1
Indice des prix des entrées dans l'agriculture, selon la catégorie, Canada – Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Deuxième trimestre de 2013 ^r	Premier trimestre de 2014 ^r	Deuxième trimestre de 2014 ^p	Premier trimestre au deuxième trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2013 au deuxième trimestre de 2014
	%	(2002=100)			variation en %	
Total des entrées dans l'agriculture	100,00	147,0	152,6	156,9	2,8	6,7
Bâtiments	9,36	139,0	143,9	141,1	-1,9	1,5
Machinerie et véhicules automobiles	19,27	149,3	160,5	161,1	0,4	7,9
Frais d'exploitation généraux	15,33	155,4	157,5	158,9	0,9	2,3
Production végétale	23,17	163,7	166,4	169,3	1,7	3,4
Production animale	32,88	132,8	138,6	149,4	7,8	12,5

^r révisé

^p provisoire

1. L'importance relative est basée sur une moyenne des valeurs de production de 2002 à 2005.

Tableau 2
Indice des prix des entrées dans l'agriculture, total, par région géographique – Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Deuxième trimestre de 2013 ^r	Premier trimestre de 2014 ^r	Deuxième trimestre de 2014 ^p	Premier trimestre au deuxième trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2013 au deuxième trimestre de 2014
	%	(2002=100)			variation en %	
Canada	100,00	147,0	152,6	156,9	2,8	6,7
Est du Canada	44,21	143,0	146,6	150,2	2,5	5,0
Terre-Neuve-et-Labrador	0,23	146,4	151,9	152,3	0,3	4,0
Île-du-Prince-Édouard	0,99	137,7	140,5	140,1	-0,3	1,7
Nouvelle-Écosse	1,15	141,6	146,5	146,6	0,1	3,5
Nouveau-Brunswick	1,13	143,1	147,3	146,8	-0,3	2,6
Québec	16,24	140,3	142,6	147,8	3,6	5,3
Ontario	24,47	145,0	149,4	152,6	2,1	5,2
Ouest du Canada	55,79	150,2	157,3	162,1	3,1	7,9
Manitoba	9,96	149,5	153,3	158,7	3,5	6,2
Saskatchewan	16,14	161,9	169,3	171,9	1,5	6,2
Alberta	23,62	145,2	154,1	160,9	4,4	10,8
Colombie-Britannique	6,06	139,8	143,9	145,5	1,1	4,1

^r révisé

^p provisoire

1. L'importance relative est basée sur une moyenne des valeurs de production de 2002 à 2005.

Données offertes dans CANSIM : tableau [328-0015](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2305](#).

Les données du troisième trimestre pour l'Indice des prix des entrées dans l'agriculture seront diffusées le 6 janvier 2015.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

